

# Le génocide du Rwanda

par Jean-Pierre Chrétien\*

Le 9 juin 1994 *Le Soir de Bruxelles* décrivait au Rwanda des “tueurs aussi efficaces que les nazis”. Le rapprochement de cette crise africaine majeure avec le racisme allemand des années 30 a une vertu pédagogique : l’Afrique n’est pas en dehors d’une réflexion proprement historique et la tentation de l’exotisme ne doit pas nous aveugler sur l’exemplarité des situations. Les tueries qu’a connues le Rwanda du 7 avril à juillet 1994, ont été traitées durant plusieurs semaines de “conflit interethnique”, comme un effet quasi naturel de la “guerre civile” entre le pouvoir issu du régime du président Habyarimana à dominante hutue et la rébellion du Front patriotique rwandais à dominante tutsie.

Depuis lors, la tragique réalité s’est imposée. Pour la première fois depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale la communauté internationale a reconnu l’existence d’un génocide méritant une action judiciaire spécifique. Les rapports successifs soumis au Conseil de sécurité des Nations Unies par M. Degni Ségui, rapporteur spécial de la Commission des droits de l’homme, les 28 juin, 12 août et 11 novembre 1994, puis, le 25 novembre 1994, le rapport final de la Commission des trois experts formée en vertu de la résolution 935, sont sans ambiguïté<sup>1</sup>. La création le 8 novembre 1994 d’un Tribunal pénal international pour le Rwanda (mis en place à Arusha en 1995), pendant de celui créé pour l’ex-Yougoslavie, se situe dans le droit fil des principes élaborés depuis Nuremberg, notamment de la convention sur le génocide de 1948. Ces décisions reflètent la prise de conscience des secteurs des opinions publiques qui ont perçu qu’il ne s’agissait pas d’une “crise humanitaire”, mais du “mal absolu” d’un génocide<sup>2</sup>. On peut espérer voir démentie l’inquiétude d’Alfred Grosser sur l’attention inégale portée par notre civilisation aux massacres, selon qu’il s’agit d’Africains ou d’Européens (*Le crime et la mémoire*, Paris, 1989, p. 20).

---

\* Directeur de recherche au CNRS (Centre de Recherches africaines, Paris I).

Les exemples de crises sanglantes ne manquent pas sur ce continent : Soudan, Libéria, Somalie, Angola, Zaïre, etc. Elles nous invitent à une réflexion sur l'ethnisme en tant que phénomène idéologique et que stratégie sociale et politique<sup>3</sup>. Mais le Rwanda, comme son voisin le Burundi, a connu un parcours historique spécifique qui doit être connu si on veut comprendre la gravité extrême de la crise de 1994. Il consiste justement dans la modernité des processus et des références qui ont produit un des génocides du XX<sup>e</sup> siècle dans ce petit pays "enclavé" de l'Est africain. La pertinence de la référence à la "Solution finale" tient à la forme prise par les tueries, au contenu de la propagande qui les a préparées et accompagnées et d'abord à la nature de l'idéologie qui a marqué cette région d'Afrique depuis un siècle. La logique du génocide ne s'est pas forgée en quatre ans de guerre civile. Elle a représenté le paroxysme de ce qu'on peut appeler une idéologie rwandaise, à savoir l'ethnisation d'un vieux clivage social selon des critères typiquement racistes.

### Les antécédents : la racialisation d'une société

L'ancien peuple rwandais était une paysannerie agropastorale occupant les montagnes subéquatoriales situées entre les lacs Kivu et Victoria depuis plus de 2000 ans<sup>4</sup>. Il partageait une culture et une langue communes. Il avait peu à peu (entre le XVI<sup>e</sup> siècle et le XIX<sup>e</sup> siècle) été unifié politiquement autour d'un pouvoir monarchique. Il se subdivisait socialement sur des bases lignagères et claniques, mais aussi selon une référence, qui malgré l'existence de liens matrimoniaux, évoque un système de castes. Les anciennes catégories hutue et tutsie, héréditaires en voie patrilineaire, étaient associées respectivement (avec beaucoup de nuances) à l'agriculture et à l'élevage des bovins. C'est de la seconde qu'était issue pour l'essentiel l'aristocratie politique.

Sous la colonisation, Hutus et Tutsis sont assimilés à deux couches de peuplement, racialement différentes, "nègres bantous" d'un côté et "Hamites" venus d'Éthiopie de l'autre, les premiers censés avoir été tous des serfs, et les seconds tous des aristocrates. Les calculs administratifs fondant le privilège tutsi, les hypothèses ethno-bibliques des missionnaires et la raciologie africaniste de l'époque constituent les bases d'une sorte de bio-ethnisme officiel, dans la tradition gobinienne. En 1948 encore un administrateur belge pouvait écrire dans un bulletin réservé aux lettrés rwandais : "De race caucasique aussi bien que les Sémites et les Indo-Européens, les peuples hamitiques n'ont à l'origine rien de commun avec les nègre<sup>5</sup>". Les missionnaires de leur côté avaient glosé durant plus d'un demi-siècle sur le mélange de fascination et de répulsion que leur inspiraient les Tutsis, ces "Juifs de l'Afrique", ces "Abyssins monophysites" porteurs de l'idée du Dieu unique, mais qui, de leur culture d'origine, n'auraient gardé que la

fourberie d'une race supérieure déchue. Les citations abonderaient<sup>6</sup>. Tout se passe comme si les images de l'antisémitisme du début du XX<sup>e</sup> siècle avaient été projetées sur un groupe est-africain supposé d'origine orientale et identifié comme "hamito-sémitique".

En 1961, à la veille de l'indépendance, la monarchie tutsie est remplacée par une République hutue, avec l'appui du colonisateur. Cette "révolution sociale" abolit l'injustice en place, mais sans en remettre en cause l'idéologie. Le clivage "racial" est maintenu sur les papiers d'identité. Un système de quotas dans les recrutements va cantonner "la minorité". Une propagande lancinante entretient dans la population un véritable intégrisme ethniste, béni par un populisme chrétien, car entretemps les Tutsis étaient apparus comme des adeptes du nasérisme et du communisme ! Il est étonnant de voir combien l'Église catholique, les Pères blancs, les chrétiens-sociaux belges et tout un réseau d'ONG liées à cette mouvance politico-confessionnelle ont appuyé sans défaillance ce régime. Le christianisme social a durablement fait bon ménage avec une lecture raciale, comme si c'était naturel en Afrique. Une confusion socio-raciale structurelle était en fait au cœur du système. Faute de clivage réellement culturel, la qualité de hutu était valorisée sur le double registre de l'autochtonie supposée (face aux "envahisseurs" Tutsis) et de l'éminente dignité de "peuple majoritaire" (face aux "féodaux" tutsis). Le volet "ethnique" permettait d'entretenir les passions, le volet "social" permettait de les justifier sous un argumentaire apparemment moderne. La minorité tutsie a fourni une réserve permanente de quasi étrangers statutaires, boucs émissaires en cas de difficulté du régime. Le 8 mai 1960 le comité national du Parmehutu (le Parti du mouvement de l'émancipation des Hutus), artisan de la révolution, proclamait : "Le Rwanda est le pays des Bahutus (Bantus) et de tous ceux, blancs ou noirs, tutsis, européens ou d'autres provenances, qui se débarrasseront des visées féodo-colonialistes<sup>7</sup>". En juin 1994 un paysan hutu, témoignant pour l'enquête de l'association *African Rights*, raconte spontanément : "On me demanda ma carte d'identité et je leur répondis que j'étais hutu et donc un citoyen de plein droit de ce pays<sup>8</sup>". Des massacres et des vagues successives d'exilés, en 1959-1961, en 1964, en 1973 ont rythmé cette logique d'exclusion.

En 1973, une II<sup>e</sup> République est proclamée à la suite d'un coup d'Etat militaire. Le général Habyarimana est réélu président en 1988 avec 99,8 % des voix. Le Rwanda, qui bénéficie de très nombreuses aides internationales, publiques et privées, est décrit comme une Suisse des tropiques. Ses amis chantent sa paysannerie laborieuse, son administration honnête et son christianisme rayonnant. Il reste à comprendre comment cette espèce de salazarisme a pu engendrer la logique d'extermination d'un "nazisme tropical"<sup>9</sup> ?

A la fin des années 80, la situation économique et politique se dégrade<sup>10</sup> : la mafia régionale et clanique liée à la famille présidentielle (le groupe dit : “*Akazu*”, la “petite maison”) qui a fait main basse sur l’Etat est confrontée à une opposition croissante des élites du centre et du sud du pays (aussi bien hutue que tutsie), et à la revendication du droit au retour de la diaspora tutsie (environ 600 000 personnes exilées dans les pays voisins). Le 1<sup>er</sup> octobre 1990 plusieurs milliers de ces réfugiés désertent “l’Armée nationale de résistance” ougandaise qu’ils avaient rejointe depuis 1983 (une rébellion arrivée au pouvoir à Kampala en 1986) pour pénétrer au Rwanda.

C’est le début d’une guerre civile, marquée aussitôt par une persécution des Tutsis, identifiés comme “l’ennemi intérieur”<sup>11</sup>. L’espoir semble revenir avec les accords signés à Arusha le 4 août 1993 entre le Front patriotique rwandais (FPR), représentant cette guérilla implantée au nord du pays, et le gouvernement de coalition, qui comprenait des membres de l’ancien parti unique MRND (Mouvement révolutionnaire national pour le développement) et des nouveaux partis démocratiques reconnus depuis juin 1991. Les troupes françaises qui ont appuyé le régime en permanence depuis octobre 1990 quittent le pays en décembre 1993. Des contingents de la Mission des nations unies d’assistance au Rwanda (la MINUAR) doivent veiller à la mise en place des institutions de transition définies à Arusha. Mais le processus traîne. A une conférence régionale tenue à Dar-es-Salaam, le président Habyarimana aurait promis de mettre fin à l’obstruction. L’attentat qui lui coûte la vie à son retour le 6 avril 1994 garde ses mystères, mais les données tant logistiques que politiques désignent le réseau politico-militaire le plus dur de la mafia dirigeante. Le 8 avril 1994 un gouvernement intérimaire composé d’extrémistes hutus, avec à sa tête Jean Kambanda, est formé sous la présidence du docteur Théodore Sindikubwabo. Le fer de lance de cette équipe est un groupe d’officiers (notamment le colonel Théoneste Bagosora), qui contrôlent la garde présidentielle et les milices. La guerre civile reprend. Elle ne cesse que le 18 juillet avec l’arrivée du FPR à Gisenyi, sur la frontière du Zaïre et la mise en place d’un gouvernement de coalition élargi à Kigali. Ce n’était pas les combattants qui avaient le plus subi le conflit, mais les civils, massacrés à l’arrière des lignes gouvernementales selon une terrible logique politique et “ethnique”.

### **Les machettes et les bureaux : un génocide décentralisé (avril-juillet 1994)**

Des centaines de milliers de victimes sont massacrées en trois mois. Le chiffre d’un million est plausible. C’est la rapidité, la simultanéité, l’encadrement politique, administratif et militaire, le caractère systé-

matique et impitoyable des massacres visant les Tutsis et des Hutus opposants traités de “complices”, qui attestent la sinistre réalité du génocide : un mélange de barbarie et de sophistication bureaucratique.

Les témoignages sur le déroulement des tueries se sont multipliés : observateurs étrangers à Kigali d'avril à juillet, rares journalistes suivant la progression du FPR et découvrant les charniers dans l'est du pays, récits des rescapés rencontrés dans les pays voisins, contact quasi direct avec les tueurs et leurs victimes dans la zone “humanitaire sûre” créée par la France dans le cadre de “l'opération Turquoise” du 22 juin au 21 août et largement médiatisée, enfin les enquêtes systématiques poursuivies depuis mai 1994 par Rakiya Omaar pour l'association londonienne *African Rights*<sup>12</sup>, celles du Collectif rwandais des ligues et associations de droits de l'homme (le CLADHO)<sup>13</sup>, aujourd'hui celles des enquêteurs du Tribunal international, y compris l'analyse de quelques-uns des innombrables charniers qu'on retrouve partout dans le pays<sup>14</sup>.

La chronologie et la géographie des massacres sont déjà significatives de leur concertation. A l'aube du 7 avril les rafles et les assassinats commencent à Kigali. C'est une véritable Saint-Barthélémy de tous ceux, Hutus comme Tutsis, qui représentaient l'opposition et la logique de paix d'Arusha : ministres du gouvernement de transition, magistrats, prêtres, journalistes, militants démocrates non ralliés à la logique du “Hutu power”, tous dûment fichés sur des listes et abattus souvent avec le reste de leur famille. La capitale est quadrillée par la garde présidentielle et par les miliciens. Les tueries éclatent simultanément en plusieurs points du pays, notamment aux périphéries du Nord, du Sud-Ouest et de l'Est, comme si on voulait empêcher les victimes désignées de fuir à l'étranger. Des barrages surgissent un peu partout. Très vite il est clair que les tueurs ont pour cible essentielle la minorité tutsie. Le génocide se généralise à partir de la mi-avril. La planification des massacres transparait clairement dans l'action du gouvernement intérimaire. Le Premier ministre Jean Kambanda et le ministre des Affaires étrangères Jérôme Bicomumpaka les justifient au nom de la “résistance populaire” ou de “la colère”. Le 16 avril ce gouvernement décide de limoger les autorités jugées “inactives”. Le 19 avril, le président Sindikubwabo en personne va installer à Butare un nouveau préfet chargé de mener l'épuration de cette région du Sud, y donnant ainsi le signal des tueries. Le 16 mai il ira à Kibuye féliciter le préfet pour son œuvre, c'est-à-dire pour l'efficacité des massacres organisés entre le 15 et le 25 avril dans cette localité des bords du lac Kivu.

Ce n'est pas la sauvage mêlée “interethnique” longtemps suggérée par nos médias. Ces massacres laissent plus de morts que de blessés, il s'agit de pogromes. Les victimes sont essentiellement les Tutsis, par

familles entières, hommes, femmes, enfants, vieillards, malades, tous repérés au faciès, en fonction d'idéal-types physiques, mais surtout grâce aux cartes d'identité qui, depuis la colonisation, mentionnent l'appartenance "ethnique" et qui les identifient comme un peuple étranger "non bantou". Ce pays rural à plus de 90 %, dont l'habitat, malgré la densité démographique (270 hab./km<sup>2</sup> en moyenne), est dispersé (des "collines" sans villages), est en fait étroitement encadré et fiché par une hiérarchie bureaucratique qui descend du président aux préfets et sous-préfets, puis aux bourgmestres et aux chefs de secteur ou de colline, tous nommés par le pouvoir de Kigali. Depuis décembre 1991, une commission de l'état-major rwandais avait préparé "l'identification des milieux ennemis"<sup>15</sup>, parmi lesquels étaient classés les Tutsis, les "Hutus mécontents", les "étrangers mariés aux femmes tutsies", "les peuplades nilo-hamitiques de la région" et, pour faire bonne mesure, "les criminels en fuite"... Il ne restait qu'à mettre en œuvre ce programme à travers tout le pays, selon les règles d'une décentralisation contrôlée.

Les témoignages montrent aussi le rôle de cadres techniques, les marqueurs de la "modernité" de cette politique de mort au niveau local : des agronomes, des commerçants, des directeurs d'école, des infirmiers, des médecins, des catéchistes, des prêtres même. Le suivisme ou la passion raciste antitutsis conduisent ces notables instruits à encadrer l'action des milices de jeunes formées depuis 1992 par le MRND et par un nouveau parti extrémiste appelé la CDR (Coalition de défense de la république). Les miliciens dits : "*interahamwe*" (les "solidaires") ont reçu durant l'été de 1993 un entraînement militaire et en 1994 certains se retrouvent équipés de grenades et de kalachnikovs.

Le témoignage<sup>16</sup> du docteur Blam, un médecin allemand de l'hôpital de Kibuye, illustre de façon saisissante l'implication de l'appareil administratif local dans le génocide. Le 12 avril environ 10 000 Tutsis, refoulés de la campagne par des miliciens, sont concentrés dans le stade de football, à la paroisse et à l'hôpital. Le 15 avril la moitié des habitants de deux quartiers sont tués, des centaines de cadavres de femmes et d'enfants tués à la machette y jonchent les classes d'une école. Les 19 et 20 avril a lieu la tuerie des 5 000 personnes entassées sur le stade. Un médecin, responsable "régional" de la santé et chef de milice, explique à son confrère allemand que "cette masse d'opposants et de sympathisants des rebelles était un danger pour la population de la ville". A l'hôpital, des gendarmes viennent expliquer que, d'après la radio, "tous les Tutsis doivent être exterminés, pour achever et venger des siècles de domination" et, les 22 et 25 avril, les miliciens viennent y faire leur "travail". En quelques jours presque tous les Tutsis de Kibuye sont éliminés, soit 20 % de la population locale, mais l'épuration se prolonge durant trois semaines et les fuyards sont interceptés aux barrières bouclant la ville. A la mi-mai les fonctionnaires touchent

la paie du gouvernement intérimaire. Tout était normal et l'ordre régnait à Kibuye. Quand les militaires français de "Turquoise" arriveront dans cette région, à la fin juin, ils y trouveront un accueil aimable, mais aussi quelques rescapés, véritables loques humaines qui avaient passé des semaines cachés dans des trous.

Le caractère méthodique de ce grand nettoyage est le trait le plus frappant. Les mots d'ordre de ce "travail" (*akazi*) sont "d'enlever la saleté" (*gukura imyanda...*), en fait "d'exterminer" (*gutsembatsemba*). Les séquences se répètent de manière lancinante. Les miliciens font fuir leurs victimes vers des refuges supposés (églises, dispensaires, écoles), puis encerclent ces lieux devenus des abattoirs. Les militaires y tirent pour briser toute résistance et déloger les réfugiés terrorisés. Les miliciens attendent aux sorties avec leurs machettes et leurs gourdins cloutés. Des dizaines de milliers de personnes sont ainsi massacrées en quelques jours, localité par localité. On a pu voir sur la télévision ces corps joncher à côté d'effets personnels. Les blessures ont été portées à la tête, au cou, aux chevilles, aux bras. Souvent les cadavres ont été précipités par bennes entières dans des charniers. Mais certains ont dû creuser leurs tombes, d'autres ont été jetés vivants, mains liées, dans des fosses d'aisance ou abattus sur les bords des marais et précipités dans les cours d'eau, comme ces milliers de cadavres rejetés par la Kagera jusqu'au lac Victoria. Parfois des sortes de camps abritaient des otages utiles à divers marchandages : à la paroisse de la Sainte-famille de Kigali gérée par un prêtre complice des miliciens, au stade de Cyanguu ou dans les bâtiments du centre catholique de Kabgayi, tombé sous le contrôle des tueurs, l'écrémage est progressif selon le bon plaisir des miliciens ou des autorités.

Le génocide révèle une double obsession d'élimination de l'ennemi intérieur et de négation de son humanité. La cruauté qui va jusqu'à décapiter des bébés en présence de leur mère ou à laisser crever à petit feu dans les marais des gens préalablement liés et hachés de coups de machettes, à emmener des filles pour les violer quotidiennement, à forcer un homme à tuer son frère ou sa femme, traduit une volonté diabolique d'humiliation. Avant d'être tués, les Tutsis doivent reconnaître qu'ils ne sont pas des Rwandais, à peine des hommes, seulement des "rats", des "serpents", des "cafards". Au sud de Butare, un policier fait chanter par des Tutsis arrêtés : "Nous haïssons le Rwanda". Les rescapés sont des miraculés, dont le traumatisme se traduit parfois aujourd'hui par une sorte de honte d'avoir survécu.

### Une propagande raciste (1990-1994)

Au Rwanda en 1994 des dizaines de milliers de jeunes ont été transformés en assassins au nom de "la défense des Hutus". Comment com-

prendre l'adhésion populaire qui a rendu possible ce génocide décentralisé ? On retrouve un peu les débats relatifs à la réalisation de la "Solution finale" en Allemagne : un programme froid ou un engrenage progressif, "intentionnalisme" ou "fonctionnalisme" ? Il faut chercher des explications plus sérieuses que les slogans pseudo-ethnographiques sur le réveil d'une sauvagerie ancestrale ou les tartufferies sur le rôle du Diable ou sur "le mystère du Mal". Jamais cette ancienne société africaine n'avait été déchirée par une telle violence, jamais Hutus et Tutsis ne s'étaient traités de la sorte avant l'Indépendance. Le génocide n'opère pas, comme le suggèrent certains, une sorte de clarification dans la douleur d'un clivage ethnique trop méconnu<sup>17</sup>. Il est l'aboutissement d'une option idéologique et la "réussite" d'une propagande cohérente. Expliquer le génocide rwandais par des haines "traditionnelles" reviendrait à expliquer Auschwitz par une "lutte inter-ethnique" entre "Aryens et Sémites". Trop d'amateurs font en Afrique de l'histoire à bon compte où le passé est convoqué en vrac pour justifier n'importe quoi.

Il faut réfléchir sur la montée d'un intégrisme ethniste dans ce pays, et d'abord mesurer l'impact raciste de la propagande qui y a sévi dans les quatre années précédant le génocide<sup>18</sup>. Sous couvert de liberté d'expression, la faction présidentielle a financé une presse, puis une radio, dont l'objectif était de mobiliser la "majorité hutue" contre ses "ennemis". Leur modèle est le bimensuel *Kangura* (Réveil !), créé en mai 1990 par Hassan Ngeze, un homme de paille de l'*akazu*. et qui dénonce à longueur de pages les *inyenzi* et les *ibyitso* ("les cafards" et leurs "complices"), c'est-à-dire les Tutsis et les démocrates hutus. En décembre 1990 il publie un "appel à la conscience des Bahutus... contre les Batutsis assoiffés de sang"<sup>19</sup>, suivi de "dix commandements du Hutu", véritable charte d'un *apartheid* racial, les relations amoureuses autant que les relations d'affaires étant interdites avec les personnes de l'autre "ethnie". Le sexe et l'argent sont au cœur de cette propagande raciste, ici comme ailleurs. L'intégrisme ethnique s'accompagne de "prophéties" suggestives sur les bains de sang à venir, dessins provoquants à l'appui. On y retrouve le style de notre presse fasciste des années 30. En avril 1993, est créée une radio "libre", la *Radio-télévision libre des mille collines* (RTL), qui popularise cette propagande officieuse totalitaire. Faite par des professionnels, elle établit durant les massacres un dialogue quasi permanent avec les miliciens qui tiennent les barrières.

Le véritable bréviaire de la haine ainsi véhiculé est un authentique racisme. La priorité des identités hutue et tutsie sur l'appartenance à une nation est martelée. En 1992 *Kangura* invite "tous les Hutus du monde" à se "redécouvrir" en tant qu'"ethnie importante du groupe bantou" et à se méfier des "traîtres" face à "une minorité orgueilleuse



et sanguinaire qui se meut, écrit le journal, entre vous pour vous diluer, vous diviser, vous dominer et vous massacrer... Les Tutsis, ajoute-t-il, possèdent un code franc-maçonnique qui leur permet de se reconnaître.” Les efforts de certains pour modifier ou dissimuler leur identité sont décrits comme une trahison “à l’égard du sang”.

Le catéchisme socio-racial entretenu durant trente ans a été mobilisé de 1990 à 1994 pour disqualifier toute dissidence en milieu hutu tout en développant contre les Tutsis des allusions meurtrières codées : “peuple majoritaire” (*rubanda nyamwinshi*) des “fils des défricheurs” (*Bene Sebahinzi*), face à l’infiltration des “cafards”, des “féodaux”. Ce discours mène de la discrimination à l’élimination définitive des “serpents”. Selon cette propagande, un “plan de domination tutsi sur la région des grands lacs” et de “colonisation de l’Afrique centrale” aurait été “trouvé” depuis 1962 et serait réactivé par le “complot hima” machiavéliquement monté par le président ougandais Museveni, allié à “ses frères de race” du Rwanda et du Burundi<sup>20</sup>. Le procédé est très proche de la confection des “Protocoles des Sages de Sion” sous d’autres cieux. Le “travail” de l’extermination est donc justifié en termes d’auto-défense. Le 2 juillet 1994, à la veille la prise de Kigali, l’animateur Kantano Habimana de la RTLM vaticine encore : “Ces gens sont des Anté-Christ, c’est une race de gens très mauvais. Je ne sais pas comment Dieu va nous aider à les exterminer... Continuons à les exterminer, pour que nos petits-enfants n’entendent plus parler d’*inkotanyi*...”<sup>21</sup> Et il chante : “Les *inkotanyi* ont été exterminés. Venez chers amis, félicitons-nous, Dieu est juste !” Dès novembre 1992, un des dignitaires du MRND, le professeur Léon Mugesera, avait, lors d’un meeting en préfecture de Gisenyi, prophétisé selon la même veine, dans un dialogue imaginé avec un Tutsi<sup>22</sup> : “La faute que nous avons faite en 59, ... c’est que nous vous avons laissé sortir sains et saufs. Et puis, je lui ai demandé s’il n’a pas entendu la récente histoire des Falashas qui sont rentrés chez eux en Israël partant d’Ethiopie... Moi je t’apprends que votre pays c’est l’Ethiopie, et nous allons vous expédier sous peu via Nyabarongo [rivière affluent de la Kagera] en voyage express.” Il concluait en invitant ses auditeurs à “se mettre au travail”...

\*

\*   \*

Le négationnisme qui fleurit actuellement quant au génocide rwandais relaie l’aveuglement antérieur. Le refus des autorités occidentales de tenir compte des avertissements qui affluaient au début de l’année 1994<sup>23</sup> traduit le refus d’admettre la perversité d’un “racisme de bon aloi”, pour reprendre la formule ironique d’une journaliste belge, aussi ordinaire dans le Rwanda contemporain que l’antisémitisme en

Europe avant la Shoah. Or un même fanatisme a débouché sur des horreurs analogues.

Aujourd'hui la banalisation, voire la justification du génocide reposent sur des argumentaires bien rodés. Le génocide ne serait qu'une autodéfense qui aurait dérapé, au pire un gros crime de guerre, les ténors du "peuple majoritaire" s'installant ainsi en position de victimes. Ou bien les tueries s'expliqueraient rationnellement par des frustrations sociales de temps de crise, l'argument démographique faisant écho à celui de "l'espace vital" et "l'ajustement structurel" à la dépression des années 30. La désespérance des quartiers populaires de Kigali ou des collines surpeuplées expliquerait tout : autant aurait-il valu en 1938 enregistrer le récit des frustrations d'un chômeur allemand et du mal que lui auraient fait les Juifs, sans s'interroger sur l'idéologie qui l'amenait à interpréter ainsi sa situation.

Enfin on observe un équilibrisme rampant entre "les Hutus" et "les Tutsis" pris globalement, chaque "ethnie" avec ses crimes propres. Les vengeances et les dérapages du régime actuel de Kigali sont censées équivaloir, à coups d'inventaires plus ou moins faisandés, au génocide qui a plongé le pays dans l'horreur, la ruine et l'impasse. De nouveau la régression ethniste permet d'évacuer les responsabilités idéologiques et politiques. Après 1945, l'Europe aurait-elle pu se reconstruire sur des bases saines sans Nuremberg, c'est-à-dire sans la reconnaissance de la réalité du nazisme ?

## NOTES

- 1 Office des Nations Unies à Genève, *Rapport final de la Commission d'experts indépendants présenté conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, sur les violations graves du droit international humanitaire au Rwanda*, 25 novembre 1994, 29 pages.
- 2 R. Brauman, *Devant le mal. Rwanda. Un génocide en direct*, Paris, Arléa, 1994.
- 3 Voir J.-P. Chrétien et G. Prunier (eds.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 1989, 439 pages.
- 4 Sur l'histoire complexe du peuplement de la région des grands lacs et de sa double gestion agricole et pastorale, voir le bilan actuel de l'archéologie et de la linguistique dans le *Journal of African History*, 1993, 1, pp. 1-64.
- 5 M. Piron, "Les migrations hamitiques", *Servir*, 1948, 6, pp. 280-283. Sur la cristallisation de ce modèle, cf. : J.-P. Chrétien, "Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi", in J.L. Amselle et E. M'Bokolo (eds.), *Au cœur de l'ethnie*, Paris, La Découverte, pp. 129-165 ; "Les deux visages de Cham. Points de vue français du XIX<sup>e</sup> siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale", in P. Guiral et E. Temine (eds.), *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*, Paris, 1977, p. 171-199 ; "Les Bantous, de la philologie allemande à l'authenticité africaine. Un mythe racial contemporain", *Vingt-tième siècle*, oct.-déc. 1985, pp. 43-66.

- 6 Cf. A. Pages, *Un royaume hamite au centre de l'Afrique*, Bruxelles, 1933, p. 8 ; L. Classe (futur évêque du Rwanda) parle en 1902 de ces "Batousi" qui ont "quelque chose du type aryen et du type sémitique" (*Missions d'Afrique des Pères blancs*, septembre 1902, p. 385). En 1959, dans son mandement de carême, Mgr André Perraudin, évêque de Kabgayi depuis 1955, traite, sous un jour social, des "différences de races entre Rwandais".
- 7 Cité par F. Nkundabagenzi, *Rwanda politique*, Bruxelles, Dossiers du CRISP, 1962, pp. 35-36.
- 8 African Rights, *Rwanda. Death, despair and defiance*, Londres, 1994, p. 306.
- 9 J.-P. Chrétien, "Un nazisme tropical", *Libération*, 26.4.1994.
- 10 Voir J.-P. Chrétien, "La crise politique rwandaise", *Genève-Afrique*, 1992, 2, pp. 121-140.
- 11 Association rwandaise pour la défense des Droits de la personne et des libertés publiques, ADL, *Rapport sur les droits de l'homme au Rwanda, sept. 1991-sept. 1992*, Kigali, déc. 1992, 353p ; Commission internationale d'enquête sur les violations des Droits de l'homme au Rwanda depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1990 (FIDH, Paris, etc.), *Rapport final*, mars 1993, 123 p ; Colette Braeckmann, *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1994, 343 pages.
- 12 Son rapport cité ci-dessus a été réédité avec 500 pages supplémentaires en 1995.
- 13 *Rapport d'enquête sur les violations massives des Droits de l'homme commises au Rwanda à partir du 6 avril 1994, établi pour la ville de Kigali*, première phase des travaux de la Commission d'enquête du CLADHO-Kanyarwanda, Kigali, 10.12.1994.
- 14 Cf. F. Fritscher, *Le Monde*, 3 février 1996.
- 15 Ministère de la Défense nationale, Etat-major, G2, Kigali, 21.9.1992, 14 feuilles.
- 16 Wolfgang Blam, "Völkermord als 'modernes' Politikinstrument", in H. Schürings (hg.), *Ein Volk verlässt sein Land. Krieg und Völkermord in Ruanda*, Cologne, ISP, 1994, pp. 75-89.
- 17 Voir P. Erny, *Rwanda 1994*, Paris, L'Harmattan, 1994, 256 pages.
- 18 J.-P. Chrétien, *Rwanda : les médias du génocide* (avec J.F. Dupaquier, M. Kabanda et J. Ngarambe), Karthala, 1995, 397 pages.
- 19 J.-P. Chrétien, "'Presse libre' et propagande raciste au Rwanda. Kangura et 'les 10 commandements du Hutu'", *Politique africaine*, juin 1991, pp. 109-120. Ce texte, qualifié d'"hitlérien" dès 1991 au Parlement de Bruxelles, avait été rédigé en Belgique par un universitaire rwandais.
- 20 Museveni se distingue par une idéologie nationalitaire antiethniste et a mis fin à la guerre civile ougandaise. Le fameux "plan" a été pris au sérieux par des services français qui l'ont associé à l'image des "Khmers noirs" appliquée au FPR !
- 21 *Inkotanyi*, "les bagarreurs", nom des maquisards du FPR.
- 22 Discours de Kibaya le 22 novembre 1992, traduit du kinyarwanda. Ce linguiste, actuellement en exil au Canada, a été inculpé par la justice de ce pays. Un autre linguiste rwandais, Eugène Shimamungu, actuellement réfugié en France, a essayé de prouver que les appels à l'extermination de son collègue n'étaient que des invitations à la justice. Déjà le révisionnisme...
- 23 Voir à ce sujet les révélations publiées par le journal flamand *De Morgen*, 4-15 novembre 1995.